

Le stalinisme est moribond ! En avant pour

Discours de Pierre FRANK à la réunion publique du 9 Novembre

A U 39^e anniversaire de la grande Révolution d'Octobre, dix ans après la création des Etats de « démocratie populaire » en Europe Orientale, nous assistons à des bouleversements révolutionnaires en Pologne, en Hongrie. Des bouleversements qui ne sont que les préludes à de grands changements dans les autres pays de l'Europe Orientale et en U.R.S.S. même.

En Pologne et en Hongrie, il y a un point de départ commun :

Les grandes masses du pays — les ouvriers dans les usines, les paysans dans les campagnes, les intellectuels, les étudiants, tous se sont dressés contre les gouvernements existants, contre les gouvernements staliniens. Ce furent de vrais soulèvements populaires, nationaux.

UNE REVOLUTION POLITIQUE

Dire que ce sont des agents impérialistes qui les ont fomentés — comme ce fut la première « explication » des dirigeants soviétiques et des dirigeants du P.C.F., au moment de Poznan — c'est une imbécillité et une infamie. Tout militant sait combien il est difficile de faire faire grève aux travailleurs rien que pour leurs revendications les plus élémentaires. Pour se rebeller, ils avaient des griefs plus que sérieux. L'explication des « provocateurs », c'est « l'explication » typiquement stalinienne dirigée contre quiconque est opposé à Staline, explication que Khrouchtchev dénonçait dans son rapport, mais qu'il reprit dès qu'un mouvement de masse le dérangea.

En Pologne, en Hongrie, les ouvriers se sont mobilisés, ont constitué des *conseils*, cette forme d'organisation que les travailleurs recréent spontanément à chacun de leur soulèvement, non pour rendre les usines aux capitalistes, mais pour obtenir *plus de bien-être et la liberté*.

Les paysans ne se dressent pas pour rendre la terre aux propriétaires fonciers, mais pour s'opposer à une collectivisation faite contre eux, par la contrainte et sans une base matérielle et technique suffisante. Ils ne peuvent pas ne pas se souvenir que le capitaliste des villes était l'ami du propriétaire foncier.

La révolution a été faite par les masses non pour rétablir le régime capitaliste, mais pour obtenir des libertés et de meilleures conditions de vie et de travail dans la société nouvelle.

Dans le langage marxiste, c'est une *révolution politique* (comme le furent en France les révolutions de 1830 et de février 1848, par rapport à la société bourgeoise), une révolution faite non pour transformer le régime social mais pour changer le régime politique. Aucun courant ouvrier en dehors du nôtre n'avait dans son programme ce mot d'ordre de la *révolution politique*, que les masses entreprennent à présent.

POURQUOI LES TRAVAILLEURS HONGROIS SE SONT SOULEVES?

Pourquoi celle-ci se produit-elle 39 ans après Octobre, dix ans après la formation des « démocraties populaires » ?

Nous entendons ici une autre explication des hommes du Kremlin et de leurs suivants de la direction du P.C.F. : *les provocateurs impérialistes ont exploité des « erreurs » des gouvernements, erreurs qui ne furent pas rectifiées à temps.*

Cette explication est doublement mensongère. D'abord parce qu'elle omet la responsabilité du Kremlin, qui vient bien avant celle de gouvernants qui ne furent que les exécutants de Staline dans leurs pays respectifs. Ensuite parce qu'il ne s'agit pas d'erreurs qu'on aurait pu rectifier, mais d'un régime politique.

Les successeurs de Staline, qui furent ses complices, prétendent avoir découvert des voies nouvelles vers le socialisme, les voies parlementaires, si chères à Bernstein au début de ce siècle. Mais en 1945-47, ce sont d'étranges voies qui furent suivies en Europe Orientale par Staline. On ne fit appel ni à une mobilisation révolutionnaire des masses, ni à des méthodes parlementaires ; c'est l'intervention des armées soviétiques qui accomplit l'essentiel du bouleversement social. Après quoi, loin de stimuler l'initiative des masses, on imposa à ces pays des régimes policiers. Ce n'est vraiment pas par hasard si dans ces pays la colère des masses se déchaîne avec une furie sans borne contre les hommes de la police secrète.

Mais pourquoi fallut-il employer ces méthodes ? Parce que le « socialisme » qu'on y construisait avait les caractéristiques étranges, de pillage, de vol, au profit de l'Union Soviétique (1).

RESPONSABILITE TOTALE DES BUREAUCRATES STALINIENS

Que s'est-il passé en Hongrie ? De toutes les informations qui sont parvenues, il est clair que, dès le mois de juillet, la tension montait. La direction, contre le désir des militants communistes, a louvoyé, faisant quelques concessions de forme, mais n'accordant rien de substantiel. Dans cette situation déjà scabreuse, elle a cru s'en tirer par des gestes symboliques, comme la réhabilitation de Rajk et ses funérailles nationales. Il est vrai qu'elle a écarté Rakosi, devenu vraiment impossible, mais son départ opéré dans la nuit politique sous prétexte de maladie n'inspira guère confiance. Il pouvait toujours revenir. Quand les étudiants de Budapest ont manifesté, que les ouvriers se joignirent à eux, Geroe est venu les accuser dans le plus grossier langage stalinien, la police tira.

Des militants communistes influencés encore par la direction du P.C.F. diront peut-être : mais voyez comment le danger capitaliste a réapparu, il fallait employer les moyens de force.

Il n'est pas niable que des dangers de contre-révolution sont apparus en Hongrie, appuyés par l'impérialisme mondial.

La responsabilité essentielle, il faut le répéter si on veut trouver une solution, ce sont les méthodes bureaucratiques, les méthodes staliniennes qui ont dressé contre elles toute la population. Les responsables, ce sont aussi les Thorez, Togliatti qui ont célébré ce régime stalinien, qui ont osé le présenter aux travailleurs comme le socialisme en construction.

La responsabilité des staliniens, c'est enfin d'avoir créé une situation telle qu'une fois qu'ils ont été chassés par les masses, il ne restait qu'un vide politique, favorable à des actions d'aventuriers réactionnaires, tandis que les masses, tout en constituant des comités ouvriers, tout en étant armés, ne pouvaient aisément agir en commun, faute d'organisations indépendantes, fonctionnant démocratiquement à l'échelle nationale, capables de coordonner leurs volontés et leurs actions.

LE ROLE CAPITAL DE L'OPPOSITION

Ce qui a permis en Pologne de faire jusqu'à ce jour un tournant à peu de frais, c'est que dans ce parti, dans ce pays, il y avait de grandes traditions révolutionnaires, de grandes traditions oppositionnelles au stalinisme, qui ont aidé les hommes à se réorienter rapidement, à dégager de nouveaux cadres, à éviter une période de chaos et de troubles.

Le mouvement communiste hongrois, hélas, n'avait pas un tel passé. Le P. C. hongrois fut un des plus ravagés par les crises au sein de l'Internationale Communiste, dès l'écrasement de la révolution en 1919. Rakosi ne retourna en Hongrie que pour s'y retrouver avec un nombre réduit de vieux communistes ; dans les dix ans de son règne il extermina un nombre assez grand de ceux-ci. Les hommes qui restaient — Nagy, Kadar, etc. — sont des produits du stalinisme, des épaves désemparées devant une situation sans pareille.

Elevés à l'école stalinienne de bafouement des principes, ils ne savent pas faire la démarcation nécessaire entre l'abandon de positions, la retraite devenue indispensable, et l'abandon de principes communistes inadmissible quelles que soient les circonstances.

S'il y avait eu en Hongrie une organisation, même faible numériquement, cent ou deux cents communistes oppositionnels, ayant une cohésion programmatique, des perspectives claires, et agissant avec audace, la crise hongroise aurait pu se dénouer dans de toutes autres conditions.

Dans cette situation l'attitude de la direction soviétique fut-elle aussi fluctuante.

La première intervention de l'armée soviétique, le 23 octobre, toute brutale qu'elle fut, ne fut pas menée à l'extrême. Le gouvernement soviétique publia même rapidement une déclaration qui, tout en expliquant malhonnêtement le passé, du moins posait le principe d'une nouvelle politique envers les pays de « démocratie populaire », une politique reconnaissant les mêmes droits d'éga-

(1) Voir l'article « L'arrière-fonds de la révolution politique, polonaise et hongroise » paru dans notre numéro précédent.

lité que ceux accordés en fait à la Yougoslavie et tout récemment à la Pologne, pour ne pas parler de la Chine qui ne fut jamais un satellite de l'URSS, une politique de retrait des troupes.

Puis il y a eu un brusque virage dimanche dernier.

LE CRIME CONTRE LE PROLETARIAT HONGROIS

Quelles en sont les raisons ?

Nous vivons dans une période où le mensonge est répandu plus que jamais.

La presse capitaliste a délibérément grossi des faits pour encourager et stimuler les forces de la contre-révolution en Hongrie, dans tous les pays de glaces et en Europe Occidentale.

Mais « L'Humanité », suivant la politique du Kremlin, a pris à son compte toute cette optique de la presse capitaliste confondant les travailleurs opposés à la bureaucratie avec les éléments contre-révolutionnaires.

Dans l'article de Fetjo que vient de publier « France-Observateur », se trouvent rassemblés *non des arguments mais des faits* qui attestent à la fois la proportion entre le danger réactionnaire et la volonté des masses d'une véritable démocratisation. De ces faits, de ce que rapportent toutes les informations, des déclarations de Kadar lui-même qui appelle les ouvriers à cesser le combat, à reprendre le travail, les promesses qu'il fait aux travailleurs (la fin définitive du stalinisme, la fin de la police secrète, le départ des troupes soviétiques...), il apparaît sans contestation possible qu'il n'y avait pas une grave menace de restauration capitaliste, que ce sont les grandes usines qui se battent encore aujourd'hui, que l'intervention soviétique se fait contre l'ensemble de la population travailleuse.

L'intervention du gouvernement soviétique, qui avait *failli se produire en Pologne* (où il n'y avait de danger contre-révolutionnaire que dans les colonnes de « L'Humanité »), a été faite en Hongrie parce que la suprématie du parti n'était plus possible et parce que la Hongrie voulait se retirer du pacte de Varsovie pour devenir un pays « neutre ».

L'intervention a été dictée par des considérations de grande puissance et des considérations de pouvoir bureaucratique sur les masses.

C'est un crime contre le mouvement des masses, le crime où le stalinisme y laissera son existence.

Je veux cependant ajouter quelques mots, en partant de l'hypothèse (erronée dans ce cas) d'un grand danger des forces contre-révolutionnaires et d'une carence des masses à défendre le régime. Dans un tel cas, l'intervention soviétique telle qu'elle fut faite est condamnable.

Depuis quand peut-on IMPOSER le socialisme aux masses travailleuses ?

Les marxistes ont toujours soutenu que seule l'action — l'action révolutionnaire des masses — pouvait renverser le capitalisme.

Les réformistes à la Bernstein avaient prétendu dès le début du siècle qu'il y avait des voies nouvelles, celles du parlementarisme bourgeois. Khrouchtchev, Thorez et autres les avaient redécouvertes.

Mais maintenant, voici des voies encore plus nouvelles : on imposerait le socialisme aux ouvriers et aux paysans *avec des tanks !*

Supposons enfin — pour envisager toutes les hypothèses — que la guerre civile menaçait d'éclater en Hongrie et que les forces prolétariennes se trouvaient dans des difficultés. Même dans ce cas, des troupes soviétiques qui ne furent pas appelées par les communistes hongrois ne se justifiaient pas. Dans ce cas tout ouvrier aurait compris que les tanks soviétiques bloquent la frontière autrichienne pour empêcher l'aide impérialiste et que l'URSS donne ouvertement des armes et du ravitaillement aux travailleurs hongrois. Quant à l'appui ouvrier international — en raison de l'hostilité existante entre la population et l'armée soviétique en conséquence des années passées, — l'appui ouvrier, on l'aurait aisément obtenu par un appel aux *brigades de volontaires*, en premier lieu dans des pays comme la Pologne ou la Yougoslavie, dégagés de la marque stalinienne.

Tout, tout dans ce qui a été la politique stalinienne en Hongrie, a été un coup porté à la cause du communisme, infiniment plus grave que les po-